

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 9 mars 2020

Sous le coronavirus, la contestation couve toujours

« Notre système de santé est prêt et notre vigilance est au plus haut niveau. » Contre le coronavirus, le ministre de la santé Olivier Véran a visiblement choisi l'arme de l'antiphrase et de l'humour involontaire, bien que le sujet ne prête pas à rire. Que le système de santé ne soit précisément pas prêt à gérer une épidémie comme celle-ci, faute de moyens et de personnels, c'est précisément ce que dénoncent depuis bientôt un an les hospitaliers qui ont encore battu le pavé le 14 février dernier.

Qui va payer la facture ?

Vendredi soir, le gouvernement a activé les « plans blancs » dans tous les hôpitaux. Seraient-ce enfin les moyens tant attendus ? Même pas ! Car ces plans permettent surtout de réquisitionner les personnels en repos et de trier les patients, en déprogrammant les soins pour les maladies « moins urgentes ». Il faudra donc gérer l'afflux de patients à budget quasi-constant.

Les patrons dont les affaires vont être perturbées par la maladie font d'ores et déjà savoir que ce sont les travailleurs qui vont payer la facture. À Air France, la direction pousse les salariés à prendre des congés sans solde ou à anticiper leurs vacances et a annoncé le gel des embauches. Une compagnie suédoise, SAS, donne déjà dans le chômage technique.

Le gouvernement français vient de « *décréter l'état d'urgence économique* » avec des mesures en faveur des entreprises (étalement du paiement des impôts et cotisations sociales, facilitation des crédits de trésorerie, etc.). Mais qu'a-t-il prévu pour contraindre les patrons à payer intégralement les salariés confinés chez eux ? Pour geler les licenciements et suppressions d'emplois ?

« On dit stop ! On se lève et on se bat »

Macron, qui s'affiche beaucoup depuis quelques jours – sans plus serrer de mains, de peur d'être contaminé ! –, a réuni jeudi après-midi des chercheurs spécialisés. Le même jour, 8 600 chercheurs et étudiants manifestaient à Paris contre la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) qui va aggraver le manque de moyens dans ce domaine. À cette occasion, un scientifique qui travaille depuis 17 ans sur le coronavirus admettait que « *la majorité des projets qu'on avait sur le virus était en stand-by, en partie à cause de problèmes de financement* ». Dans les laboratoires comme à l'hôpital, la même austérité produit les mêmes effets : faute de moyens, l'épidémie pourrait se transformer en crise sanitaire.

Donc la contestation couve toujours. La semaine dernière, des lycéens se sont encore mobilisés contre la tenue des nouvelles épreuves du bac, les E3C, obtenant parfois le report. Et les cortèges de samedi soir et de dimanche pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes étaient plus fournis et plus jeunes que d'habitude.

Mais à chaque fois, le gouvernement répond par la matraque et les gaz lacrymogènes, que ce soit contre les lycéens ou contre celles (et ceux !) qui manifestaient samedi soir dernier à Paris.

Macron et ses larbins ne sont pour rien dans l'épidémie de coronavirus, mais ils espèrent bien qu'elle étouffe les braises toujours chaudes de la colère sociale. C'est ainsi que le premier ministre a fait passer en douce son 49.3. Mais attention à l'effet boomerang. Les raisons de cette colère n'ont pas disparu et les occasions de se faire plus qu'entendre non plus ! Un vent de remise en cause du système capitaliste souffle dans le pays, au moins aussi contagieux qu'un virus...

Le 15 mars, votez pour les listes d'extrême-gauche !

La véritable opposition au gouvernement de Macron et Philippe, c'est celle des travailleurs en lutte. Elle s'est exprimée par la grève et dans les manifestations, dans le mouvement des Gilets jaunes comme dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

Aux élections municipales du 15 mars, des listes d'extrême-gauche, présentées par le NPA ou par LO, porteront la voix des travailleurs et de leurs combats dans quelques centaines de villes du pays. Voter pour les listes du NPA là où elles se présentent ou voter pour les listes de Lutte Ouvrière, c'est exprimer sans ambiguïté son opposition à Macron et à son gouvernement au service du capitalisme.

Sur Poissy et Carrières-sous-Poissy, nous appelons à voter pour les listes Lutte Ouvrière conduites par des ouvriers de l'usine

Jean-Pierre Mercier et Marc Darsy

Le business avant tout

Avec la propagation du coronavirus, la direction a tardé à appliquer les consignes gouvernementales. Avec plusieurs jours de retard, elle a renvoyé chez eux les salariés venant des zones à risques. Sur cette question majeure de santé publique, depuis le début, la direction manque de transparence. Ce qui est très transparent par contre : c'est qu'elle s'inquiète surtout d'assurer la production sur le site et de garantir ses profits aux actionnaires.

Si ça coûte rien, la direction s'active, par contre...

La direction cherche à connaître les numéros de téléphone et adresses des salariés pour pouvoir identifier s'ils viennent d'une zone à risque (mieux vaut tard que jamais !). Elle envoie des mails, fait des affiches, transmet des recommandations pour savoir comment éternuer... Elle multiplie les promesses sur le nettoyage des portes, rampes, WC, sur les installations de gel hydro-alcoolique... mais on ne voit pas grand-chose.

En revanche, elle refuse de laisser les salariés en ligne se laver les mains toutes les heures comme cela est recommandé ou de changer les gants de travail tous les jours... Pour nous, pas question de travailler si on risque notre santé !

Les fous du stade

Située à côté d'un foyer majeur de diffusion national du coronavirus, à PSA Mulhouse, il y a au moins 16 salariés confinés chez eux, l'usine est passée au stade B (possibilité d'une contamination sur le site). Mais que fait la direction de plus qu'à Poissy en stade A (pas de contamination sur le site) ? Le seul truc qu'elle sait très bien faire : rien.

Pour une colère contagieuse

Depuis une semaine, les lignes de cars privés de PSA ont disparu et les nouveaux horaires sont appliqués. Résultat : temps de trajet interminable et coûteux, des retards réguliers (que la hiérarchie n'hésitera pas à utiliser contre nous)... et on continue d'être serré comme des sardines dans les vestiaires du Montage, ou de s'agglutiner parce qu'on coule sur chaîne sur le pas de travail du voisin. On n'est pas près de respecter la distance préconisée pour éviter des contaminations.

Flash info sécurité-salaires

Mercredi 26 février, on a appris que des dizaines de milliers de salariés PSA seront victimes d'une arnaque sur leur fiche de paie : au lieu d'une augmentation de 400 € mensuels bien mérités et nécessaires, PSA ne leur versera que 20 à 30 € d'augmentation. Et pour masquer l'entourloupe, PSA versera autour de 3 700 € nets de prime intéressement et prime Gillet jaune.

Les primes ne comptent pas pour la retraite et disparaissent aussi vite qu'elles sont apparues !

Faisons respecter nos salaires pour ne pas mettre en danger notre pouvoir d'achat !

Mettons la direction sous tension

Au B3 Pack Batterie, mercredi 26 février, un Pack a explosé à cause d'un défaut de conception. L'évacuation du personnel a été faite n'importe comment par la hiérarchie, la mise en sécurité de la zone aussi. Dans ce secteur où le travail est déjà dangereux (travail sous tension électrique, risque chimique...), la direction cherche des volontaires pour faire une 2^e équipe.

Sans prime de risque, sans qualification de professionnel, avec beaucoup de problèmes de sécurité par manque d'investissement de la direction : pas sûr que ça se bouscule pour être candidat.

Les salariés du secteur ne pourront compter que sur eux-mêmes pour imposer de bonnes conditions de travail.

PSA Sochaux : la direction empoisonne

Jeudi dernier, PSA a été condamnée à verser plus de 110 000 € à un ouvrier retraité de Sochaux. Au contact d'amiante toute sa carrière, PSA n'avait jamais tenu compte du minimum de protections légales qu'elle était censée lui procurer. Une « *faute inexcusable* » selon la justice. Mais dans le capitalisme tout à un prix : celui de la vie d'un ouvrier c'est apparemment moins qu'une semaine de salaire du patron de PSA.

President Evil

Sur RTL la semaine dernière, le PDG de PSA annonçait la reprise de l'activité au Wuhan en Chine dès le 11 mars, point de départ de l'épidémie de coronavirus, grâce au feu vert des autorités chinoises. Les salariés rapatriés seront donc invités à retourner travailler dans la région. Pourtant, tout récemment, une ministre chinoise en visite dans la région était accueillie par une mobilisation aux cris de « *Tout est faux !* » par les habitants confinés depuis 45 jours...

Si les travailleurs chinois ont bien raison de se méfier de leur gouvernement, nous en avons encore plus de nous méfier de notre PDG.

La grève paie

Au Technocentre de Renault Guyancourt, en 4 jours de grève et à quelques dizaines, les salariés de Vestalia, filiale de Veolia qui assure la Logistique, ont obtenu 2 % d'augmentation générale de salaire avec 41 € minimum (le double de ce qui était prévu par le patron). Ils ont gagné aussi le paiement à tous d'une prime de sécurité, dont le versement à la tête du client avait déclenché la grève. Une première victoire obtenue par la lutte collective.